

# Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les propositions de la France en faveur de la protection de l'environnement, à Paris le 1er février 2007.

LE PRÉSIDENT - Avant de commencer, je voudrais vous lire un extrait d'un texte du Professeur Henry de LUMLEY, intitulé « D'où venons-nous, qui sommes-nous, où allons-nous ». Il date déjà d'une dizaine d'années, mais je pense qu'il reste capital, parce qu'elle aborde le fond des choses : « Emervillé par ses découvertes, parfois libéré des contraintes naturelles par l'accumulation relative des richesses, par les inventions technologiques qui lui ont permis de vaincre la nuit, le froid, et parfois même les maladies et la faim, l'Homme oublie souvent qu'il n'est qu'un simple maillon rattaché à la chaîne ininterrompue de l'ensemble des êtres vivants et qu'il ne pourra jamais couper complètement les racines qui le rattachent implacablement à la nature. Alors qu'il est capable de détruire toute trace de vie sur la planète, alors qu'il lui est possible de modifier radicalement son environnement, de faire reculer la maladie et les famines, l'Homme a aujourd'hui la capacité de maîtriser et de diriger son évolution. Susceptible de modifier deux facteurs fondamentaux de l'évolution biologique : le milieu et la sélection, l'Homme peut diriger son évolution. Il a certes le devoir de la faire, mais en se souvenant qu'il ne pourra survivre indépendamment du milieu naturel. C'est l'Humanité toute entière qui doit élaborer une nouvelle éthique planétaire capable de gérer l'avenir de l'Homme en gardant en mémoire son origine, sa lente et laborieuse ascension et ses liens essentiels avec le milieu naturel qu'il doit impérativement préserver ».

Cette déclaration dit tout et je me permets de vous suggérer d'en lire la totalité.

QUESTION - En 2002, à Johannesburg vous disiez "La maison brûle et on regarde ailleurs".

Aujourd'hui, on ne regarde plus ailleurs ?

LE PRÉSIDENT - La maison brûle toujours mais j'ai le sentiment qu'on commence à se dire : "Où sont donc les extincteurs" ? Aujourd'hui, au moins, on cherche les extincteurs. C'est déjà un mieux. Mais ce n'est pas assez. C'est pourquoi j'ai voulu cette conférence internationale de Paris.

QUESTION - Parmi les informations dont vous disposez, les scénarios envisagés par les experts sont-ils plus pessimistes ou plus catégoriques que ceux envisagés dans les étapes précédentes ?

On évoque une « bombe climatique »...

LE PRÉSIDENT - Je crois que l'on peut dire, je n'ai pas le détail, que le pessimisme du GIEC (...) s'est sensiblement accru et qu'effectivement, le GIEC a peur de ce qui est en train de se passer. Le climat et la diversité biologique, l'eau, les pollutions, les équilibres écologiques, tout cela est menacé. On a fait des choses. Il y a eu Rio en 1992 et il y a eu Johannesburg en 2002. Mais la vérité, c'est que le système est fragmenté, il n'est donc pas efficace. Il y a 500 accords internationaux sur la protection de l'environnement et 18 institutions internationales qui s'occupent de protection de l'environnement ! Le PNUE (Programme des Nations unies pour l'Environnement), est un organisme respectable à tous égards. Il est composé de gens compétents, sérieux mais sa capacité d'action est très insuffisante. C'est la raison pour laquelle, et c'est l'idée fondamentale que je développe depuis plusieurs années, il faut avoir une ONU, une Organisation des Nations unies pour l'Environnement, qui soit capable d'une action coordonnée. c'est-à-dire de concevoir une action mais surtout de la mettre en oeuvre. autrement

dit dotée de pouvoirs pour faire appliquer ses décisions. Cette ONUe devrait être en quelque sorte la conscience écologique du monde.

QUESTION - Quel modèle d'organisation internationale avez-vous en tête ? Quelque chose comme une OMC de l'environnement, ou décentralisé comme le GLOBAL FOREST ? Qu'avez-vous en tête ?

LE PRÉSIDENT - Ce n'est certainement pas l'OMC, dont les débats s'apparentent trop souvent à une bataille de chiffonniers. Ce qui se rapproche le plus de ce que je voudrais faire, c'est l'Organisation Mondiale de la Santé. L'OMS dispose à la fois de capacités d'analyse et de décision. S'il n'y avait pas eu l'OMS, le développement de la grippe aviaire et les drames qu'elle peut entraîner auraient été beaucoup, beaucoup plus importants.

QUESTION - Mais il faudrait qu'elle ait aussi la possibilité de sanctions ?

LE PRÉSIDENT - L'OMS a déjà la possibilité de faire appliquer ses décisions. Par exemple, lors de la crise de la grippe aviaire, elle a pu prendre, des mesures pour faire respecter les dispositions indispensables pour lutter contre ce début d'épidémie.

Les Européens, globalement, sont d'accord avec cette initiative et l'objectif de cette conférence. Les États-Unis y sont tout à fait hostiles, pour ne pas avoir à remettre en cause leur liberté d'action et puis il y a les pays émergents qui commencent à se poser des questions comme l'Inde, la Chine, le Brésil. La France, elle, y songe depuis le G7 de Denver en 1997. J'attends d'abord de cette conférence internationale un constat partagé. J'en attends ensuite des propositions d'actions prioritaires. J'en attends également l'appel à la création d'une Organisation des Nations unies pour l'environnement. Il y aura à la conférence de Paris des ministres de l'environnement de cinquante ou soixante pays. Ce sont ceux qui acceptent l'ONUe.

QUESTION - Même avec des réserves ?

LE PRÉSIDENT - Même avec quelques réserves. L'idée est d'avoir un noyau de pays déterminés et mobilisés afin d'avancer. Il y aura Jose Manuel BARROSO, président de la Commission européenne, un grand nombre de scientifiques que nous avons essayé de choisir le mieux le possible avec beaucoup de concertation. Beaucoup de chefs d'entreprises, des responsables d'ONG, des dirigeants d'organisations internationales, bref toutes sortes de personnalités engagées.

QUESTION - Y en a-t-il dont vous regretterez l'absence ?

LE PRÉSIDENT - Bill Gates m'a écrit la semaine dernière pour me dire qu'il ne pourrait être là, ainsi qu'Al Gore. Mais Al Gore enverra un message enregistré.

QUESTION - Vous aviez vu son film ?

LE PRÉSIDENT - Oui, lorsque nous nous sommes vus, il m'en avait donné un DVD.

QUESTION - Et Arnold Schwarzenegger, le gouverneur de Californie ?

LE PRÉSIDENT - Il s'est cassé la jambe. Je lui souhaite un rapide rétablissement.

QUESTION - Quand espérez-vous la création de l'ONUe, si elle a lieu ? Dans les mois à venir ? Dans quelques années ?

LE PRÉSIDENT - Il va falloir convaincre beaucoup. Mais après tout, lorsque j'ai lancé l'idée des financements innovants, nous n'étions que trois : le président brésilien Lula Da Silva, le président chilien Ricardo Lagos, et moi. Nous avons engagé une coopération tout à fait efficace ! Ce sera pareil pour l'ONUe.

QUESTION - Proposerez-vous que son siège soit à Paris ?

LE PRÉSIDENT - Paris serait évidemment flattée. Pourquoi pas New York aussi ? Mais je rappelle que le siège actuel du PNUE est à Nairobi. Faut-il vraiment aborder cette question maintenant ? A chaque fois qu'on parle de siège, ça complique les choses.

QUESTION - Etes-vous sceptique par rapport aux engagements internationaux qui avaient été pris sur la réduction des gaz à effet de serre ?

LE PRÉSIDENT - Cela dépend des pays. En Europe, sans aucun doute, il y a eu un progrès. Les propositions franco-britanniques récentes que nous avons faites avec Tony BLAIR, et qui ont été adoptées par l'ensemble de l'Union européenne, consistent à réduire les émissions de gaz à effet de serre des trois quart d'ici à 2050. C'est incontestablement un élément très positif. Dans

l'ensemble des pays européens, il y a une conscience du problème, une volonté d'apporter les solutions. En France, il y a eu un effort, encore insuffisant certes, mais substantiel. Le bilan français est assez positif : la réduction des gaz à effet de serre depuis 2002 est nette et l'extension des zones protégées, avec Natura 2000, représente maintenant 12 % du territoire. Et puis, il y a la politique de l'énergie dans son ensemble, avec les biocarburants, en particulier et avec le début d'enseignement dans les écoles et il y a eu la Charte de l'environnement adossée à la Constitution et pour ce qui concerne le nucléaire, il existe plus de sécurité, plus de transparence et moins de déchets, et nous avons désormais les perspectives de l'EPR, et au-delà, de ITER. Parallèlement, nous avons développé des énergies renouvelables et les programmes d'économies d'énergie. S'agissant des États-Unis, il y a, me semble-t-il, une évolution. M. BUSH vient de déclarer qu'il fallait faire quelque chose.

QUESTION - Dire comme il l'a dit que le réchauffement est un « sérieux défi » vous semble suffisant ?

LE PRÉSIDENT - Le fait qu'il l'ait dit, est important. Vous parliez du Gouverneur de Californie, tout à l'heure. On voit aux États-Unis un nombre croissant de responsables politiques, gouverneurs ou maires, démocrates ou républicains, peu importe, qui se rendent compte du problème et qui se mobilisent. Cela n'est probablement pas étranger à la prise de conscience par les autorités américaines de l'importance de ce problème.

Et puis, il y a les pays émergents. C'est un tout autre problème, très difficile. Ils veulent se rattraper. Je suis moins pessimiste que beaucoup sur les pays émergents, notamment sur la Chine. Les problèmes sont d'une telle ampleur qu'ils ne peuvent pas ne pas les maîtriser, notamment à cause de leurs conséquences sociales. La Chine en est au point maintenant où il y a un problème d'eau, un problème d'eau potable. Les spécialistes de la Chine disent qu'actuellement beaucoup de problèmes sociaux ont pour origine les problèmes d'environnement.

QUESTION - Au fond, qu'attendez-vous des États-Unis ?...

LE PRÉSIDENT - J'attends des États-Unis qu'ils adoptent le protocole de Kyoto et le post Kyoto, c'est-à-dire le régime de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre qui s'appliquera après 2012. La dernière déclaration du Président BUSH m'a plutôt semblé aller dans ce sens.

QUESTION - Quels sont les moyens, les leviers dont dispose l'Europe, qui représente un marché important, pour accélérer le mouvement et vaincre les réticences des pays les plus réservés comme les États-Unis ?

LE PRÉSIDENT - Certainement et notamment la taxe carbone. Elle est inévitable. Je suis très favorable à la taxe carbone et à mon avis l'Europe sera d'accord.

QUESTION - Jacques ATTALI estime que la taxe carbone, est une mesure très franco-française et qu'elle n'est pas suffisante...

LE PRÉSIDENT - Je dis simplement que la taxe carbone est inévitable et qu'elle doit être européenne. Si elle est européenne, et je pense qu'elle le sera, cela veut dire que tous les pays qui n'accepteraient pas un minimum d'obligations, seraient obligés de payer une taxe carbone. D'autres disent "on pourrait taxer les importations venant de pays qui ne respectent pas Kyoto, des droits de douane spécifiques supplémentaires". C'est une autre manière de présenter la taxe carbone.

QUESTION - La France est l'un des leaders en matière de production d'électricité nucléaire. Que pensez-vous de la proposition de Madame ROYAL de passer, à horizon 2020, de plus de quatre vingt pour cent d'électricité nucléaire à cinquante pour cent, et de fermer un certain nombre de réacteurs en France ?

LE PRÉSIDENT - Nous sommes actuellement, en France, en période de campagne électorale. Je ne fais aucun commentaire sur les déclarations ou sur les propositions des candidats, quels qu'ils soient. Je vous dis, moi, que je constate que l'électronucléaire est de plus en plus soutenu, par de plus en plus de pays. C'est incontestable. Même les Allemands s'interrogent beaucoup actuellement. Les États-Unis également. Nous avons une technologie qui est bonne en France et qui s'améliore en permanence dans le sens, je vous l'ai dit tout à l'heure, de plus de sécurité, de

plus de transparence et de moins de déchets. Je pense que cela reste un élément essentiel de la production française d'électricité, et je pense que l'électronucléaire va se développer un peu partout dans le monde, dans les pays émergents, comme dans les autres.

Il faut bien faire la distinction entre l'électronucléaire et le nucléaire militaire. Ce sont deux choses, deux technologies complètement différentes. Avec la technologie nucléaire civile, contrôlée par l'AIEA, vous n'avez aucun moyen de fabriquer une bombe. L'AIEA contrôle tout cela. Il n'y a aucun risque.

QUESTION - Aucun risque ?

LE PRÉSIDENT - Vous ne pouvez pas utiliser une centrale nucléaire électrique pour fabriquer une bombe, cela ne marche pas !

QUESTION - Vous avez été l'un des apôtres de l'agriculture intensive, qui met la France aux premiers rangs de la production agricole mais on en a vu les dégâts : la plupart de nos nappes phréatiques sont aujourd'hui contaminées par des produits phytosanitaires...

LE PRÉSIDENT - Il faut bien comprendre que nous sommes dans un monde où, actuellement, 800 millions de gens sont sous-alimentés, où la population va augmenter considérablement. Avec l'Afrique, qui a aujourd'hui 900 millions d'habitants dont 350 millions ont moins de 15 ans et qui en comptera 1,90 milliards en 2050. Dans quarante ans, c'est-à-dire demain. Autrement dit, nous sommes dans un monde qui va, quoi qu'il arrive, être confronté à des problèmes dramatiques d'alimentation. Qu'on le veuille ou non. La France a une agriculture tout à fait exemplaire. Je parlerai après des produits phytosanitaires, puisque le problème existe, je ne l'ignore pas. Nous sommes le premier exportateur de produits agricoles transformés du monde, et le deuxième exportateur de produits agricoles. Et tout ce qui va dans le sens d'une diminution de la capacité française de production agricole, va dans un sens contraire à l'intérêt de la France, puisque nous y trouvons beaucoup d'emplois, d'argent, de services, mais aussi est contraire à l'intérêt général de la planète.

QUESTION - Certes, mais l'omniprésence des pesticides dans les nappes phréatiques est une menace sanitaire. Et implique des traitements de plus en plus coûteux...

LE PRÉSIDENT - Le problème de la maîtrise se pose. C'est vrai, il y a eu beaucoup d'abus. On a laissé faire, pas seulement en France, un peu partout. On a laissé faire et on a empoisonné des eaux, des terres. Nous agissons depuis déjà plusieurs années pour reprendre les choses en main. Je n'ai pas fait un seul discours sur l'agriculture depuis cinq ou six ans sans parler d'une agriculture économiquement rentable et écologiquement responsable. Si, via l'OMC, on acceptait le démantèlement de la Politique agricole commune, ce serait les Etats-Unis qui en profiteraient, pas les pays pauvres.

QUESTION - Pourquoi étiez-vous hostile à la directive européenne sur le programme REACH qui vient d'être adopté par le parlement de Strasbourg obligeant les industriels à prouver l'innocuité des molécules qu'ils souhaitent utiliser.

LE PRÉSIDENT - Je n'ai jamais été hostile à REACH, contrairement à ce qui a été écrit.

QUESTION - Y a-t-il pour vous une incompatibilité entre protection de l'environnement et poursuite de la croissance ?

LE PRÉSIDENT - Il n'y a pas de maîtrise de l'environnement par la baisse de la croissance. Dans un monde où tant de gens souffrent de la faim, l'idée de la croissance zéro est une absurdité. C'est moralement impossible et absurde. Il faut donc faire autre chose. Et « autre chose », c'est la maîtrise de l'émission des gaz à effet de serre, et on a tout de même beaucoup de moyens de le faire.

QUESTION - Au Palais de l'Élysée, que faites-vous pour donner l'exemple d'un bon comportement écologique ?

LE PRÉSIDENT - Il y a quelques jours, lorsque j'ai présenté mes vœux, j'ai félicité les fonctionnaires de l'Élysée pour ce qu'ils faisaient. Nous avons ici 30% des voitures qui marchent avec du biocarburant. C'est déjà un premier pas important. Nous avons mis partout des ampoules à basse consommation. Ce qui nous a permis de diminuer la consommation d'électricité à l'Élysée de 9% depuis environ deux ans. Enfin, nous utilisons systématiquement du papier recyclé. Là où l'on n'a pas réussi, c'est pour le chauffage, parce qu'il faudrait refaire tous les

recycler. La solution n'a pas reculé, c'est pour le chauffage, parce que il faudrait rénover tous les murs...

QUESTION - D'une manière générale, pensez-vous que les Français devront à terme faire des sacrifices ?

LE PRÉSIDENT - Je ne sais pas si ce sont des sacrifices : un sacrifice, c'est quand on ne comprend pas bien pourquoi on doit faire quelque chose. Est-ce que ne plus fumer est un sacrifice ? Je crois que les Français comprennent petit à petit que le problème de l'environnement est un problème majeur et qu'il faudra bien accepter de corriger certaines habitudes.

QUESTION - Regrettez-vous que votre ami Nicolas Hulot ait renoncé à être candidat à l'élection présidentielle pour porter jusqu'au bout le message en faveur de l'écologie ?

LE PRÉSIDENT - Je connais Nicolas HULOT depuis plus de vingt ans. C'est un ami mais je n'ai pas de jugement à porter sur un choix politique et personnel mûrement réfléchi.

QUESTION - Serez-vous à nouveau candidat à l'élection présidentielle ?

LE PRÉSIDENT - J'ai dit que je donnerai la réponse à cette question dans le courant du premier trimestre.

QUESTION - On entend parler, après l'élection présidentielle de 2007, du projet d'une fondation Chirac pour l'environnement ? Qu'en est-il ?

LE PRÉSIDENT - Je me consacre actuellement aux causes qui sont à l'ordre du jour : la Conférence internationale de l'Environnement et le sommet Afrique-France